



ISERE

Une force
à vos côtés

www.cgt.fr

La bataille des retraites a commencé :

**GOUVERNEMENT et
MEDEF VEULENT NOUS**

D'AUTRES SOLUTIONS EXISTENT POUR LES RETRAITES !

Les premières rencontres bilatérales entre le gouvernement et les organisations syndicales et patronales ont débuté ce 12 avril. Le message envoyé par le gouvernement et le MEDEF est sans ambiguïté : ce sont les salariés en travaillant plus longtemps qui devraient financer les retraites.

La position des organisations syndicales est sans ambiguïté elle aussi : pas question de toucher à l'âge légal de départ en retraite et d'aller plus loin dans l'allongement de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein !



Ainsi, avec plus de 5 millions d'actifs actuellement sans emploi ou en situation de très grande précarité - et parmi eux beaucoup de jeunes - la seule solution serait-elle de faire travailler plus longtemps ceux qui ont un emploi ?



Ainsi, alors que 60% des salariés du privé ne sont déjà plus en activité à 60 ans, la solution d'allonger la durée de cotisation ne reviendrait-elle pas à baisser encore le niveau des pensions ?

NON, décidément NON !

Les salariés ne peuvent accepter de

TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS POUR DES RETRAITES MOINDRES !

La patronne du MEDEF y est même allée du couplet « *augmenter les cotisations retraites serait encore diminuer le pouvoir d'achat des salariés* » ! Comment oser affirmer ceci alors que le taux de cotisation retraite n'a pas augmenté depuis longtemps, voire a baissé pour la part patronale ? Par contre, le pouvoir d'achat des salariés est bien amputé par l'absence de réponses positives des patrons et du gouvernement aux revendications salariales !

Dans de nombreuses entreprises, les salariés l'ont compris et s'engagent dans des luttes pour de meilleurs salaires, l'emploi, le temps de travail, les conditions de travail, ceci contribuant

en retour à des cotisations supplémentaires pour financer les pensions des retraités actuels. C'est le fondement de notre système solidaire intergénérationnel par répartition.

Avril 2010 – Ne pas jeter sur la voie publique .../...

Agir sur l'emploi et les salaires

C'est bien évidemment autour de ces enjeux revendicatifs que se situent les solutions de bon sens pour le financement des retraites. Sur un an :

- **1 million d'emplois en plus = 5 milliards de cotisations retraite**
- **1% d'augmentation générale des salaires = 1,5 milliards de cotisations**

Donner des perspectives pour le droit à une retraite heureuse

Avec les données démographiques actuelles, c'est en 2040 qu'il y aura le maximum de retraités par rapport aux actifs (2 pour 3). Dans ces conditions, relever le défi d'une retraite de haut niveau pour tous dès 60 ans, avant pour les salariés effectuant des travaux pénibles, en prenant en compte les années d'études, les années de chômage, nécessite de **consacrer progressivement 20 % du PIB au financement des retraites**.

C'EST POSSIBLE !

Pour cela - et en restant sur l'assiette de cotisations actuellement basée sur les salaires - il faudrait augmenter annuellement la part patronale de 0,25 % et la part salariale de 0,12 % (2 euros sur un salaire brut de 1670 euros).

Depuis 1982, les gains de productivité ont permis de doubler la part de PIB consacrée à la retraite sans mettre l'économie par terre ; les actionnaires ont même croqué 5,2% de PIB supplémentaire sous forme de dividendes dans cette période !

Elargir l'assiette des cotisations retraite

En dehors des réponses aux revendications sur les salaires, l'emploi, le temps de travail, les conditions de travail, dans le privé et le public, une partie du financement doit également provenir de l'élargissement de l'assiette des cotisations au-delà des salaires :

- **soumettre à cotisations l'ensemble de la valeur ajoutée, en modulant le taux en fonction de la part des salaires dans cette valeur ajoutée**
- **soumettre à cotisations les revenus financiers des entreprises**
- **supprimer les exonérations de cotisations patronales (30 milliards en 2009)**

Des chiffres à connaître en 2010

PIB national (ensemble de la valeur ajoutée produite) = **2 000 Mds €**

Déficit annoncé du régime général (3/4 des salariés) = **10 Mds €**

Part moyenne des salaires (brut + cotis. sociales) dans le PIB = **60%**

Part du PIB consacré aux retraites :
1959 : 5,4% 2008 : 12,2%

Pourquoi alors la mise en œuvre d'une telle manipulation médiatique, de telles méthodes de non négociation (rencontre bilatérales « techniques ») et une telle précipitation de la part du gouvernement, puisque le ministre Woerth annonce un projet de loi pour juillet ?

... Si ce n'est pour prendre de vitesse la mobilisation des salariés et leurs organisations syndicales et répondre aux injonctions du MEDEF de toujours réduire le « coût du travail » pour toujours plus de profits !

Tout deviendra possible si nous nous mobilisons !

**Tous ensemble manifestons le 1er
Mai**

à l'appel de CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires et de nombreuses associations

10h, gare Sncf/av. Alsace-Lorraine à Grenoble

Arrivée place de Verdun - Stands - Concert avec le groupe *FREE SON*

+ 10h à Bourgoin (Parking de l'Oiselet), à La Tour du Pin (Place des Halles), à Roussillon (Place de la République), à Vienne (Mairie)